
[21 mars 2018 - Journée internationale des Nations Unies sur les forêts. Derrière la définition de la forêt par la FAO, des tromperies et des destructions.](#)

Compilation d'articles du bulletin WRM dans le cadre du 21 mars - Journée internationale des Nations Unies sur les forêts

Depuis des décennies, le WRM demande à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de **réviser d'urgence sa définition de la forêt**, qui profite principalement aux intérêts des entreprises de plantations d'arbres industrielles. **La définition de la FAO réduit une forêt à une quelconque zone couverte par des arbres, en négligeant les autres formes de vie ainsi que la diversité biologique, cyclique et culturelle qui constitue une forêt en interconnexion permanente avec les communautés dépendant de la forêt.** Cette définition réductrice permet également que des dizaines de millions d'hectares de plantations industrielles en expansion rapide soient considérées comme des « forêts plantées » dans les statistiques forestières des pays, malgré tous les [impacts sociaux et environnementaux bien documentés](#). Les Nations Unies (ONU) ont déclaré que le 21 mars serait la Journée internationale des forêts et, depuis cette époque, cela nous a offert l'occasion de dénoncer la définition trompeuse de la FAO.

Déjà en 2009, le WRM a dénoncé dans son [Bulletin 141](#) que « *la définition de la forêt n'est pas une discussion académique ou linguistique : **c'est une question politique ayant de graves conséquences sociales et environnementales sur le terrain.** Définir les plantations comme des forêts renforce le secteur des entreprises, en particulier celui des plantations, et empêche les communautés locales de s'y opposer pour protéger leurs moyens de subsistance. La FAO continue de jouer ce rôle en refusant de changer sa définition.* »

La définition de la FAO reste la définition de la forêt la plus largement utilisée aujourd'hui. Elle sert de référence pour les différentes définitions nationales de la forêt dans le monde entier – comme nous l'avons dénoncé dans une [Lettre ouverte en 2017](#) – ainsi que pour les instances de décision internationales comme les négociations sur le climat. L'Accord de Paris de l'ONU de 2016 ne fait que poursuivre l'expansion des plantations d'arbres en monoculture. Cela se fait de différentes façons, qui vont de la promotion des plantations d'arbres en tant que puits de carbone dans le cadre de programmes douteux de reboisement ou de restauration, à la promotion du bois comme source d'énergie pour remplacer les combustibles fossiles. Cette politique de promotion s'explique en particulier par le fait que l'Accord de Paris adopte la définition de la forêt de la FAO.

Comme le WRM, avec La Via Campesina, Les Amis de la Terre International et Focus on the Global South, le déclarait dans une [lettre ouverte à la FAO en 2014](#) : « *La définition ne tient pas compte des 300 millions (ou plus) de femmes et d'hommes du monde entier qui, d'après la FAO, dépendent directement des forêts pour leur subsistance.* » **La FAO devrait assumer l'entière responsabilité**

de la forte influence que sa définition de la forêt exerce sur les politiques économiques, écologiques et sociales du monde entier.

Nous présentons ici une compilation des articles du Bulletin WRM de 2015 à 2018 et des informations plus détaillées sur les différents impacts et les conséquences de cette définition de la forêt par la FAO. Nous espérons ainsi souligner l'importance d'exiger un changement de cette définition.

Les plantations ne sont pas des forêts !

[Télécharger la compilation ici](#)